

Débat d'Orientations Budgétaires 2025

Conseil municipal du 16 décembre 2024

Introduction

Présentation des orientations budgétaires 2025 dans un contexte inédit et exceptionnel :

- ✓ **Au regard de l'ampleur des mesures annoncées dans le projet de loi de finances 2025** de l'Etat impactant les finances des collectivités locales et notamment communales
- ✓ Au regard du contexte politique de ces derniers jours : censure du gouvernement et interruption de l'examen parlementaire du projet de loi de finances
 - *Le scénario d'une loi spéciale, avant un nouveau PLF à un horizon restant à déterminer, ne permet pas à ce stade de présager des modalités qui seront in fine retenues par un nouveau gouvernement*
 - *Les inquiétudes quant au devenir du PLF 2025 persistent au sein des collectivités et des associations d'élus*

Le rapport d'orientations budgétaires fait apparaître l'impact des mesures annoncées initialement dans le projet de loi de finances 2025

01 Le contexte économique international et national

Contexte économique international et national

Décélération de l'inflation et taux d'intérêts encore élevés

Au niveau international

La sortie de l'inflation impacte négativement la croissance

Depuis 2022, inflation forte notamment sur l'énergie

Prévisions :
+4,2 % en 2024
+3,3 % en 2025

Croissance mondiale :
+3,2% en 2024
+3,3% en 2025

Croissance zone euro :
+1,3% en 2024
+1,4% en 2025

Au niveau national

Inflation également ralentie et croissance toujours atone

Stabilisation des prix des matières premières

Inflation prévisionnelle
+1,5% en 2025

Croissance
+1,3% en 2024
+1,1% en 2025

Taux d'intérêts

Baisse des taux d'intérêts moins rapide et moins forte que prévue

Baisse des taux directeurs de la BCE en juin et septembre 2024

Taux court terme (hors marges bancaires) toujours autour de 3%

Facteurs en défaveur d'une baisse : contexte politique et niveau de la dette publique

Prévisions difficiles au regard du contexte géopolitique instable

02

Le projet de Loi de Finances 2025

Le projet de Loi de Finances 2025

Projet initial : des mesures inédites et disproportionnées

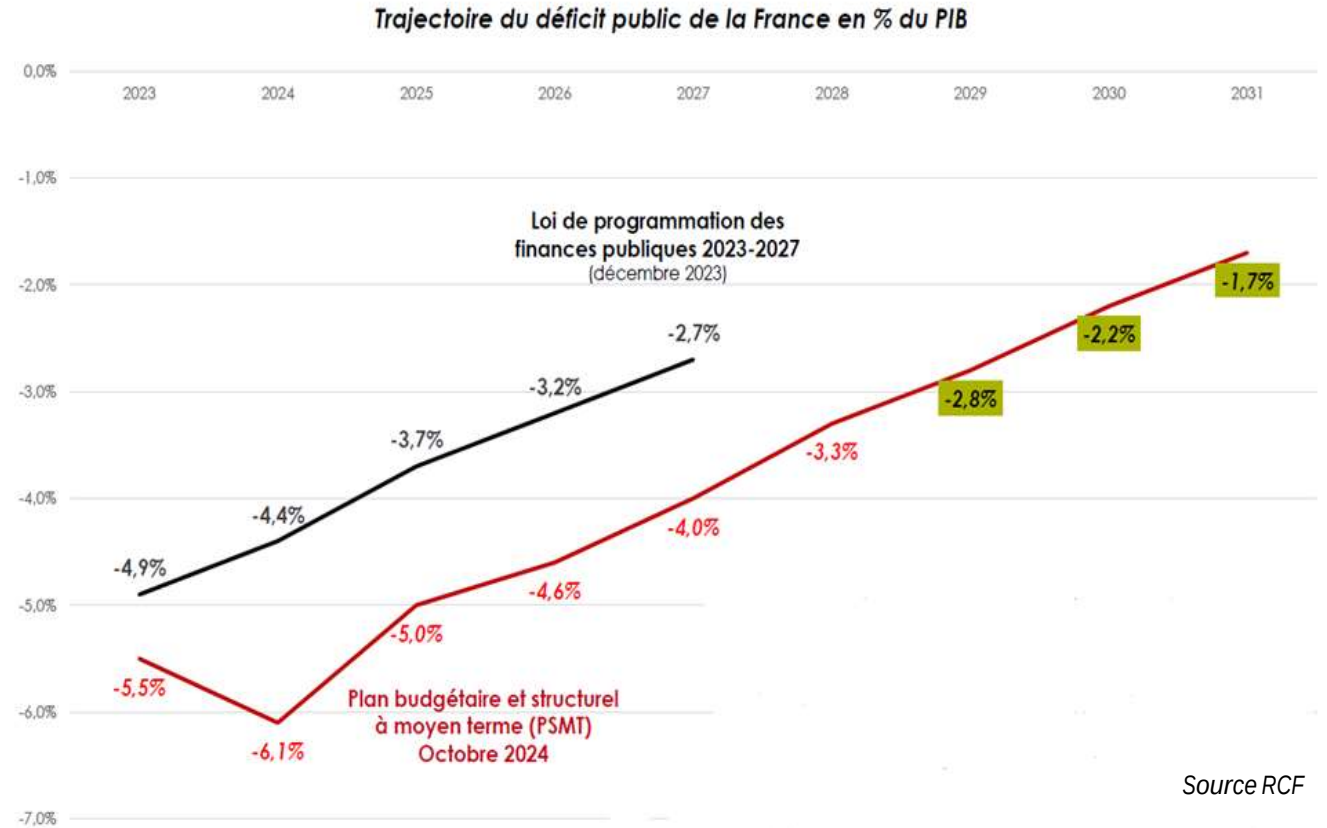
- Dans l'attente de la nomination d'un nouveau gouvernement, il n'est possible à ce stade de présager des modalités qui seront in fine retenues dans le cadre d'un nouveau PLF

Constat du dérapage des comptes publics lié **notamment à des pertes de recettes de l'ordre de Md€** (rapport Cour des Comptes – données 2023)

Le PLF prévoit un effort global de 60Md€ pour rétablir le déficit **de l'Etat** afin de le limiter à 5% du PIB à fin 2025, dont:

- 40Md€ d'économies de dépenses publiques
- 20Md€ de recettes supplémentaires

Effort imposé aux collectivités locales évalué par Gouvernement à hauteur de 5 Md€ en 2025, mais évalué par les collectivités locales à 8,5 Md€ minimum



Le projet de Loi de Finances 2025

Les collectivités locales sont-elles responsables du dérapage des comptes publics?

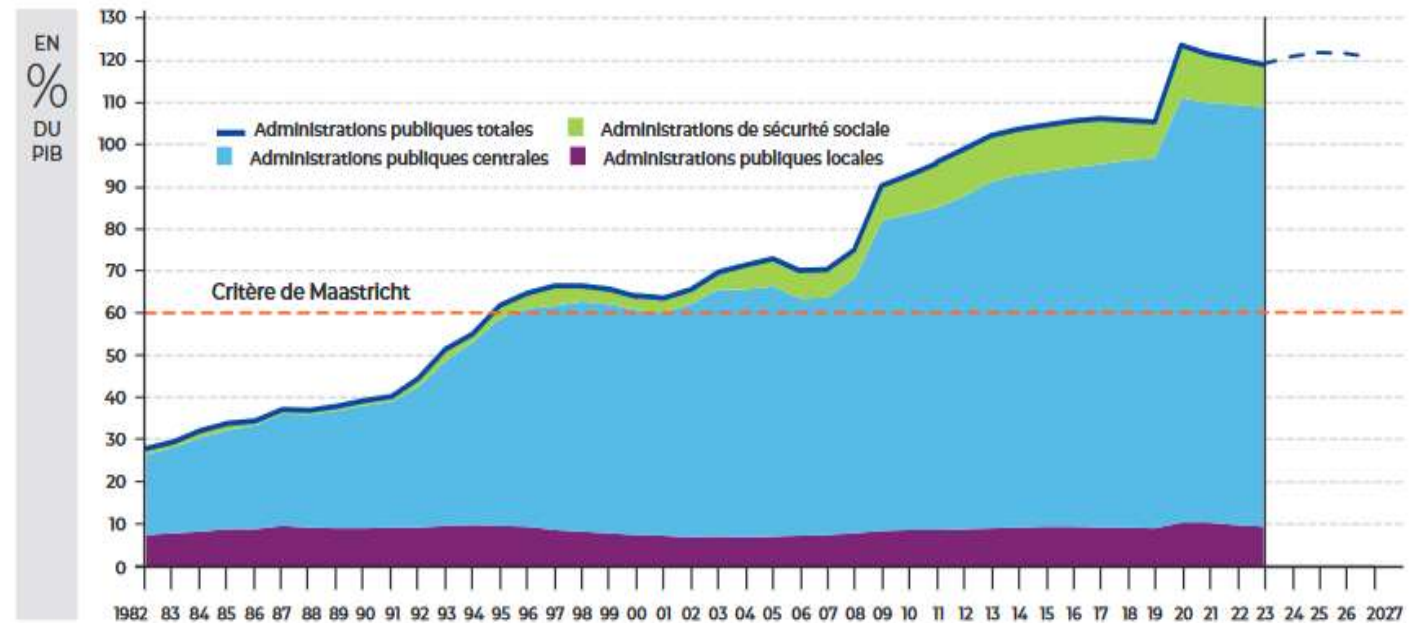
Depuis 40 ans, la dette des collectivités locales est stable et ne représente que 8% de la dette publique totale.

Contrairement à ce que pratique l'Etat, les collectivités locales ne peuvent voter un budget en déséquilibre et financer leurs dépenses de fonctionnement par de l'emprunt.

La dette des collectivités locales sert uniquement à financer les investissements locaux (qui représentent environ 70 % de **l'investissement public total**).

La dette des administrations publiques

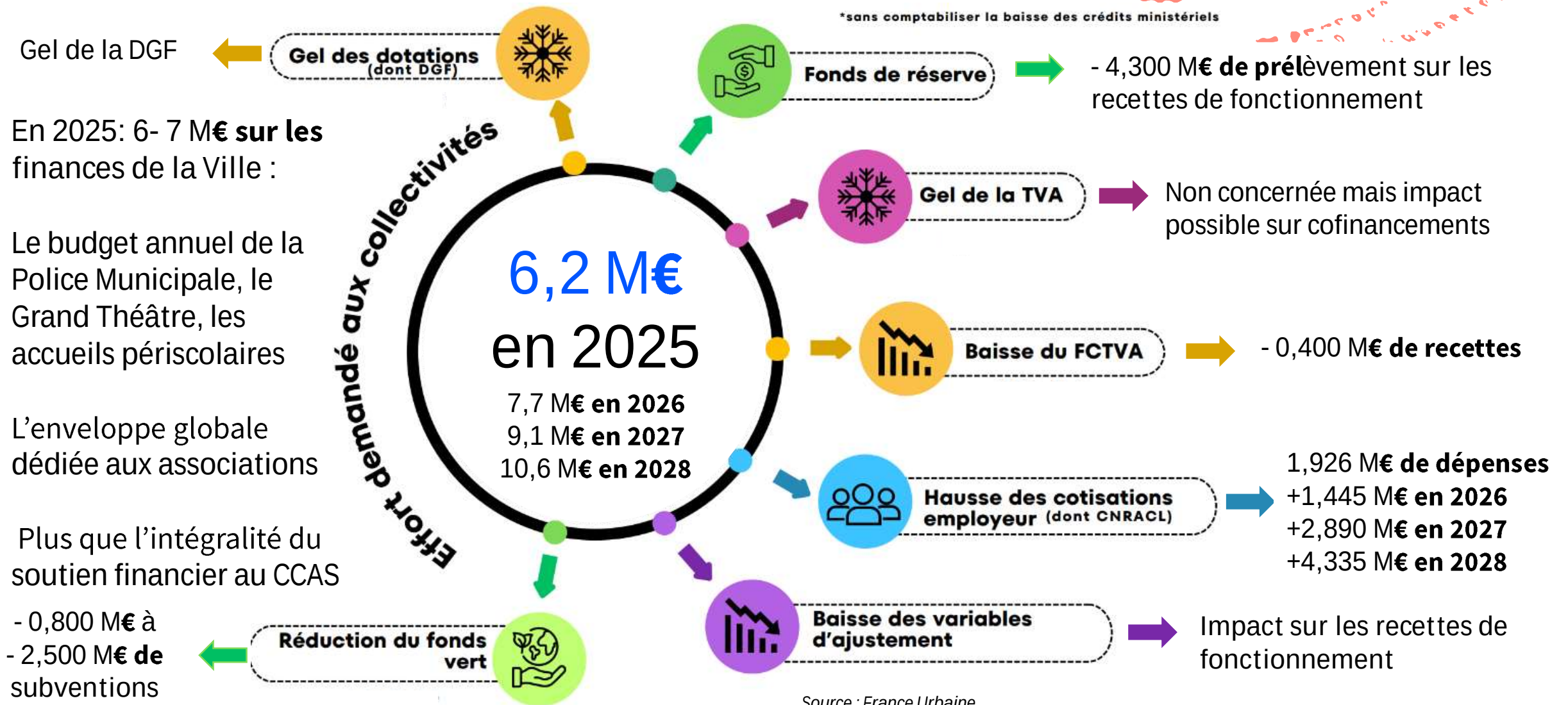
© La Banque Postale



Source : Insee (Comptes nationaux) jusqu'en 2023 puis programme de stabilité 2024-2027 (avril 2024).

Le projet de Loi de Finances 2025

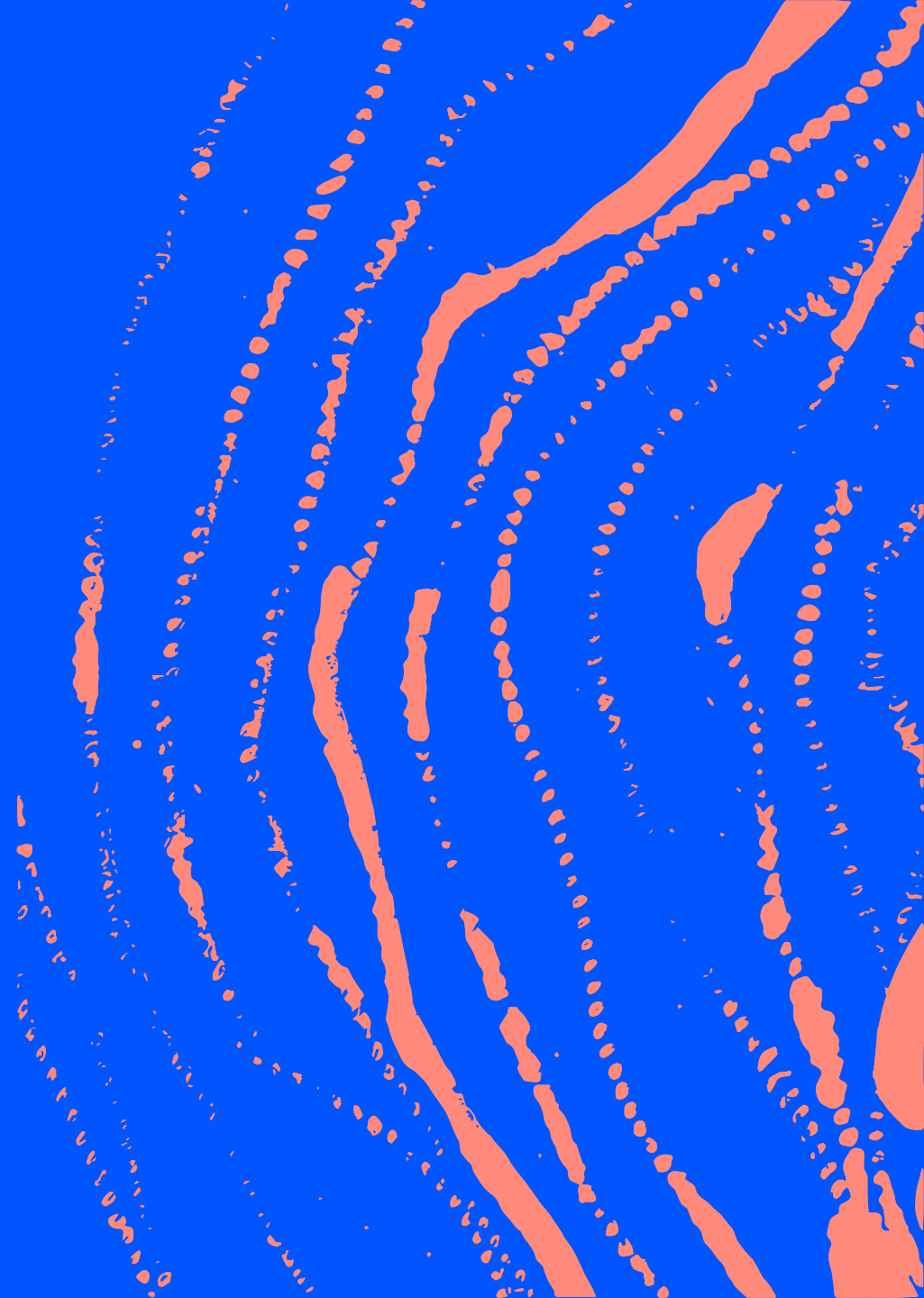
Rappel des impacts pour la Ville de Tours (fonctionnement + investissement)



Source : France Urbaine

03

Stratégie financière et gestion de la dette de la collectivité



Stratégie financière et gestion de la dette

Visant à réduire la dette grise et réaliser les investissements indispensables

Dégager **une épargne nette positive** et un **autofinancement supérieur à 10%**

Maintenir une **capacité de désendettement inférieure à 10 ans**

Résorber la dette grise en augmentant le niveau d'investissement avec un PPI de 450 M€ sur 12 ans

Développer un niveau **élevé** de **co-financement sur les projets** (20% en moyenne)

Maintenir le **ratio dette/recettes réelles de fonctionnement** sous le seuil de **100%**

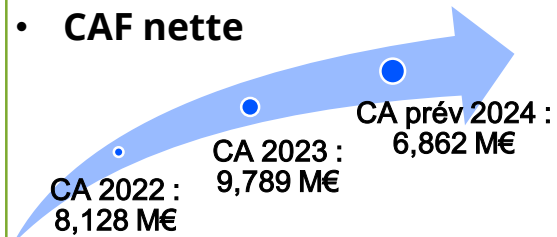
La stratégie financière et gestion de la dette

Des indicateurs financiers traduisant l'amélioration de la situation financière de la collectivité



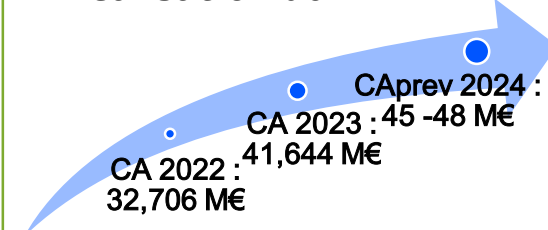
Dégagement d'un niveau de CAF nette important

- CAF nette



Nette progression des investissements et des cofinancements obtenus

- Réalisation du PPI



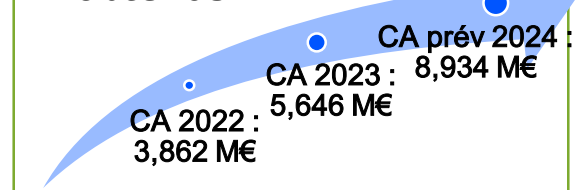
Dépenses d'investissement réalisées sur 2015 – 2020 :

136,6 M€, soit une moyenne de 22,8 M€/an

Dépenses d'investissement prévues sur 2021 – 2026 :

243,4 M€, soit une moyenne de 40,6 M€/an

- Cofinancements obtenus



La stratégie financière et gestion de la dette

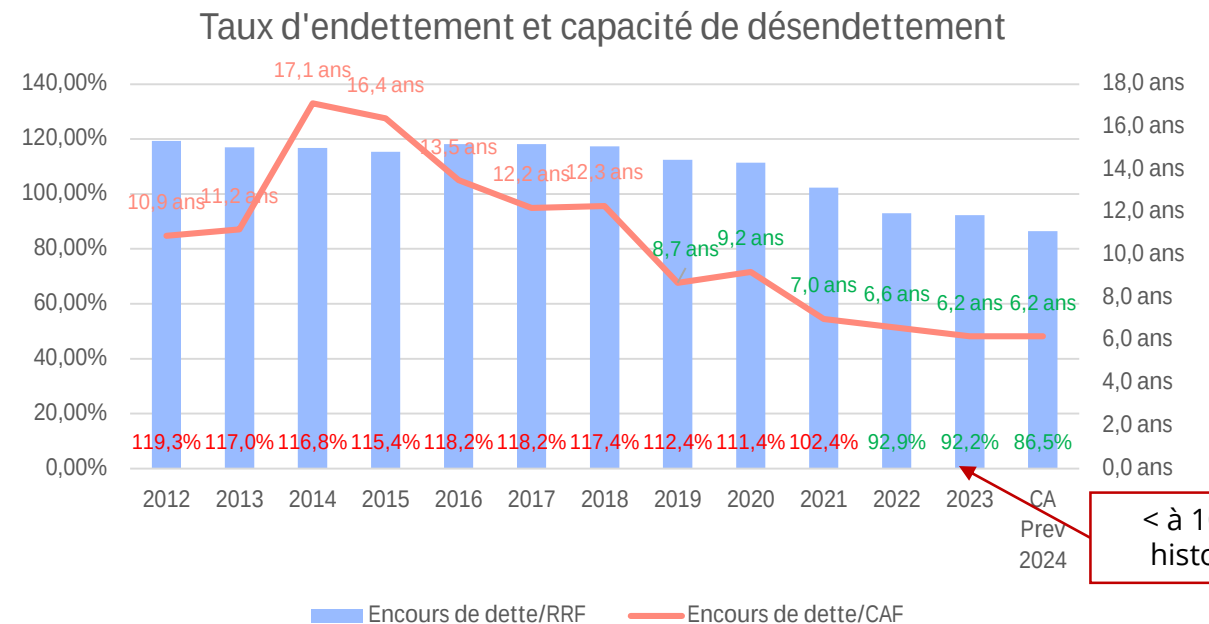
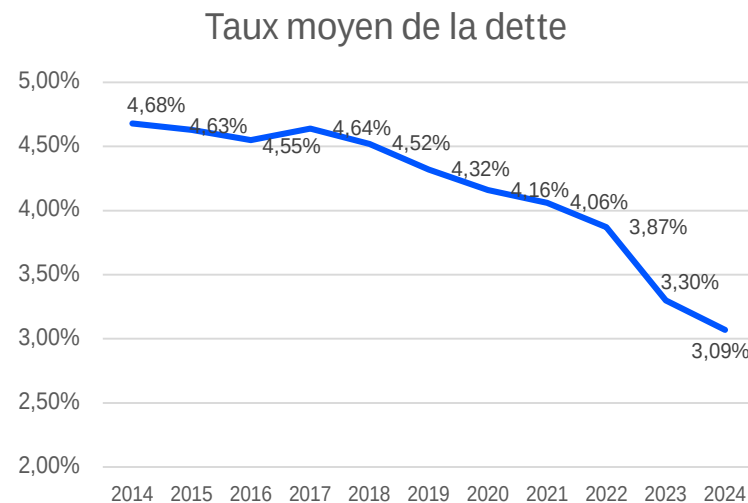
Des indicateurs financiers traduisant l'amélioration de la situation financière de la Ville

➤ Cette trajectoire pourrait être impactée par l'application de ponctions sur les budgets des collectivités



Dette :

- ✓ absorption du mur de la dette sur le mandat (58 M€ d'emprunts in fine de 1999 remboursés)
- ✓ réduction de l'encours (2014 : 232 M€ / 2019 : 211 M€ / 2024 : 187 M€) et du coût de la dette
- ✓ Taux d'endettement < à 100% depuis 2022 et capacité de désendettement < à 10 ans



La stratégie financière et gestion de la dette

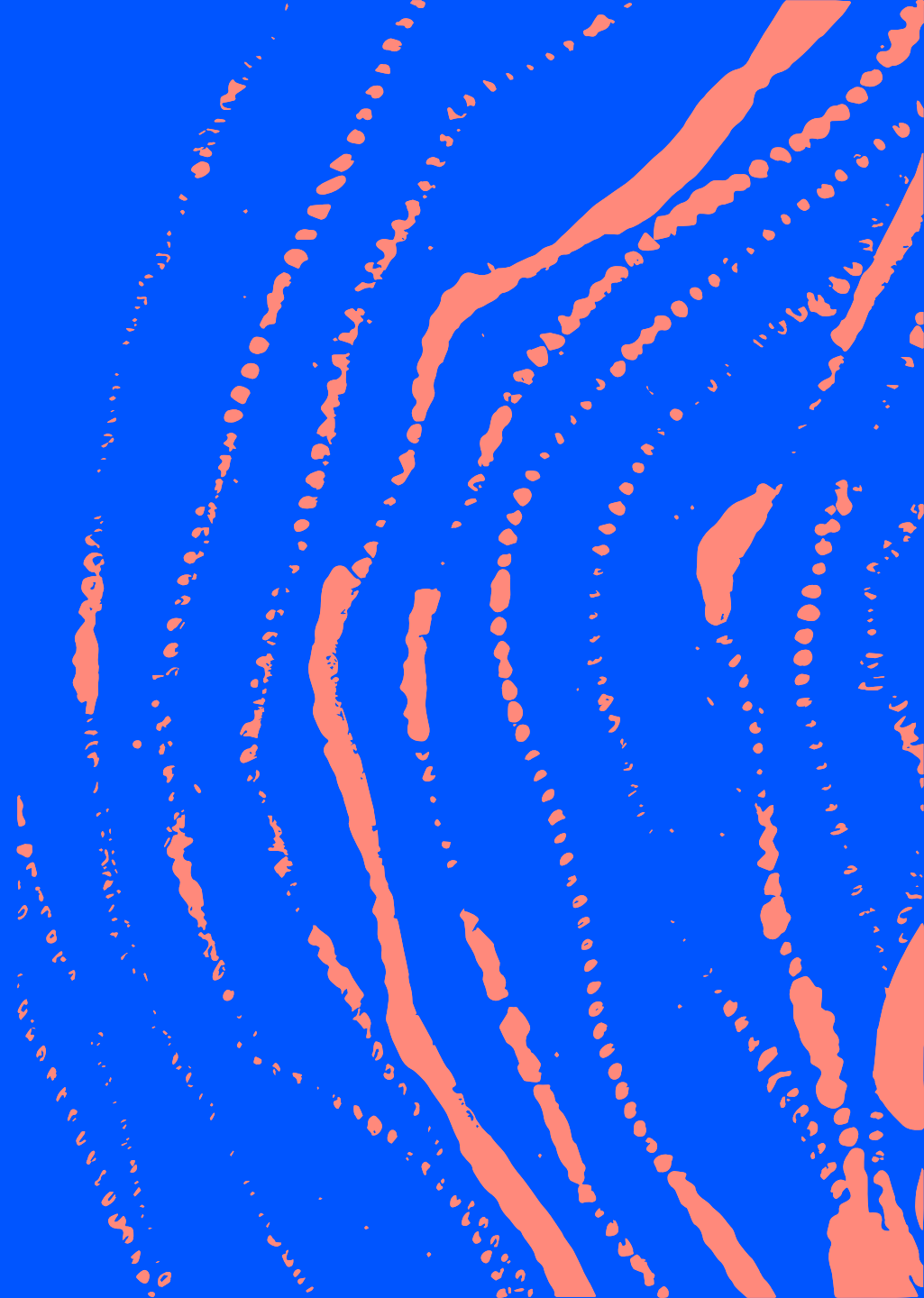
La prospective financière initiale (hors PLF)

(en milliers d'euros courants)	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Recettes réelles de fonctionnement hors cession et reprise sur provision	216 034	218 432	219 529	220 586	222 454	224 333
Dépenses réelles de fonctionnement hors charges financières, travaux en régie et provisions	178 347	180 971	182 714	184 076	186 698	188 339
Epargne de gestion	37 687	37 461	36 814	36 510	35 756	35 994
Intérêts de la dette	6 547	5 698	6 043	5 895	5 995	6 108
Autofinancement	31 140	31 763	30 771	30 615	29 761	29 886
CAF nette	6 862	12 896	7 529	11 264	8 847	8 025
Recettes définitives d'investissement	17 393	21 282	15 182	15 592	15 592	15 592
<i>dont subventions d'équipement reçues</i>	<i>8 934</i>	<i>12 850</i>	<i>6 010</i>	<i>7 500</i>	<i>7 500</i>	<i>7 500</i>
Dépenses d'investissement hors dette	49 340	55 800	45 000	45 000	45 000	45 000
<i>dont dépenses d'équipement</i>	<i>48 400</i>	<i>55 800</i>	<i>45 000</i>	<i>45 000</i>	<i>45 000</i>	<i>45 000</i>
Remboursement du capital de la dette	24 276	18 867	23 242	19 351	20 915	21 861
Emprunt nouveau	12 525	21 575	22 403	18 211	20 711	21 479
Taux d'autofinancement (CAF / RRF)	14,4%	14,5%	14,0%	13,9%	13,4%	13,3%
Encours de dette au 31 décembre	186 857	189 566	188 726	187 586	187 382	187 000
Encours de dette / RRF	86,49%	86,78%	85,97%	85,04%	84,23%	83,36%
Encours de dette / CAF	6,0 ans	6,0 ans	6,1 ans	6,1 ans	6,3 ans	6,3 ans

Scénario reprenant les hypothèses initiales de construction du budget 2025 :

- correspond à la poursuite de la trajectoire budgétaire actuelle qui reflète une amélioration progressive des indicateurs couplée à un haut niveau d'investissement.

05 Les grandes orientations budgétaires



Orientations du budget 2025

Incertitudes sur la trajectoire budgétaire compte tenu de l'absence de PLF

Maintenir les services publics essentiels pour les Tourangelles et Tourangeaux, et notamment les plus fragiles

Résorber la dette grise en maintenant un haut niveau d'investissement, rénover les bâtiments municipaux et améliorer le confort des usagers

Poursuivre une trajectoire budgétaire soutenable

Les grandes orientations budgétaires

Les principales hypothèses en fonctionnement à ce stade

LES RECETTES

En l'absence de visibilité, les inquiétudes quant au devenir des mesures du PLF 2025 persistent

Dotations de l'Etat

Gel de la dotation forfaitaire et légère dynamique sur les dotations de péréquation

Fiscalité

Pas d'augmentation des taux d'imposition

Tarifs municipaux

Evolution contenue avec une augmentation de 2% en moyenne à hauteur de **l'inflation pour préserver l'accès aux services municipaux**

LES DEPENSES

Frais de personnel

1^{er} poste de dépenses / stabilité en 2025 hors évolutions **automatiques (GVT...)**

116 M€ hors mesures PLF

Charges à caractère général et charges financières

En baisse (plan de sobriété, baisse charges financières...)

45 M€ : 25 % des dépenses réelles de fonctionnement

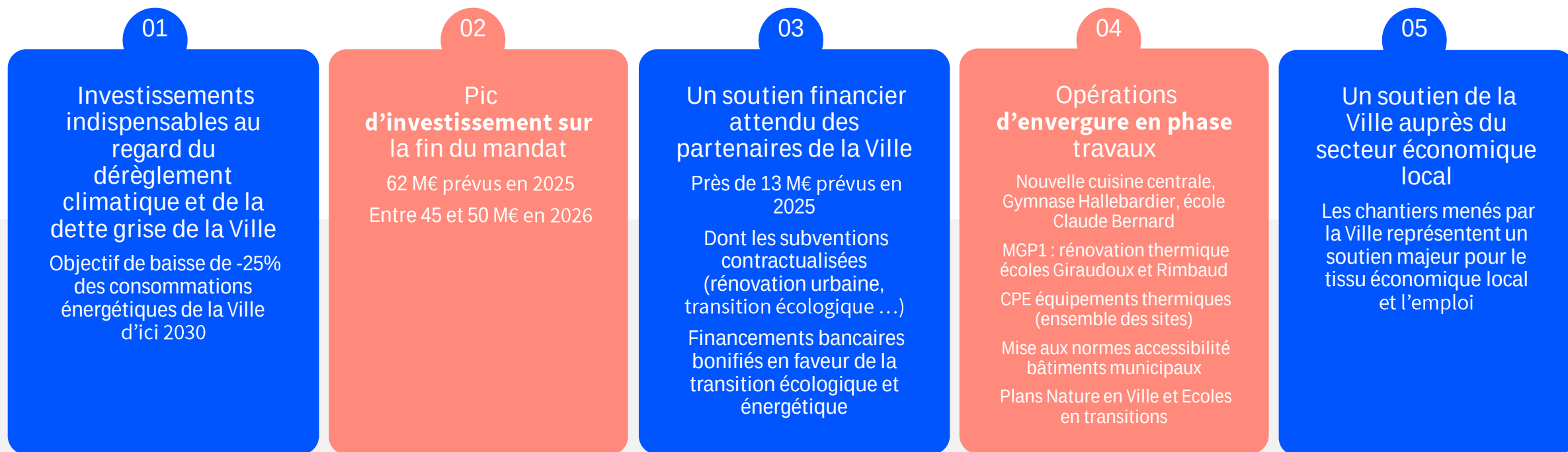
Subventions et participations

20 M€ : 12 % des dépenses réelles de fonctionnement

Environ 7M€ pour le tissu associatif: maintien en 2025

Les grandes orientations budgétaires

Les dépenses d'investissement et leur financement



Des investissements maintenus à un haut niveau pour répondre aux besoins des habitants et usagers

Les grandes orientations budgétaires

Les chiffres clés 2025

13M€ de co-financements

186,8M€ encours de dette fin 2024 (niveau historiquement bas)

+60M€ d'investissements

- Maintien du soutien au tissu associatif
- Renforcement du soutien aux centres sociaux

0%

d'augmentation des taux de fiscalité

14,5% de capacité d'autofinancement

6,0 ans de capacité de désendettement

86,78% ratio dette/recettes réelles de fonctionnement sous la barre des 100% (4^e année consécutive)

Merci

Pour votre attention

